

A Nairobi plutôt qu'à Davos !

Daniel Richard

Après un rendez-vous décentralisé à Caracas, Bamako et Karachi en 2006, le 7^e Forum social mondial a posé ses valises du 20 au 25 janvier à Nairobi, capitale du Kenya, sur le continent oublié de la mondialisation capitaliste.

Le CEPAG y était à côté de la FGTB, représentée par la quasi-totalité de son secrétariat fédéral.

L'importance politique de cette délégation témoigne à l'évidence des enjeux que représentait cette rencontre. La campagne « Decent work for a decent life » (« Du travail décent pour une vie décente ») initiée par une coalition syndicale, associative et politique¹ y a été lancée.

Le Conseil international du FSM avait fixé les 9 objectifs généraux autour desquels articuler les activités proposées :

1. Construire un monde de paix, de justice, d'éthique et de respect des diverses spiritualités
2. Libérer le monde de la domination du capital multinational et financier
3. Assurer l'accès universel et soutenable aux biens communs de l'humanité et de la nature
4. Démocratiser la connaissance et l'information
5. Assurer la dignité, défendre la diversité, garantir l'égalité de genre et éliminer toutes les formes de discrimination
6. Garantir les droits économiques, sociaux, humains et culturels - en particulier le droit aux soins de santé, à l'éducation, au logement, au travail décent
7. Construire un ordre mondial basé sur la souveraineté, l'autodétermination et les droits des peuples
8. Construire une économie durable et centrée sur les peuples
9. Construire de réelles structures politiques démocratiques et des institutions avec la pleine participation du peuple sur les décisions et le contrôle des affaires publiques et des ressources.

¹ Elle est composée de la Confédération syndicale internationale, du « Global progressive forum » et des organisations non gouvernementales « Social Alert » et « Solidar ».

En plaçant l'accent tonique de sa participation sur le « travail décent », le CEPAG et l'organisation syndicale entendaient mettre en avant une stratégie pour une autre redistribution des richesses et pour plus d'égalité. La croissance ne suffit pas à éradiquer la pauvreté.

Parmi les outils de la répartition, le travail occupe une position centrale. Il doit être rémunéré correctement partout et la compétition capitaliste ne peut se fonder sur le dumping, sur l'exploitation des enfants, sur celle des femmes, sur le travail forcé... La concurrence ne peut jouer sur la moindre protection sociale, la moindre protection environnementale. Des normes fondamentales doivent être respectées pour garantir un progrès social partagé. A la sortie de la seconde guerre mondiale, dans le cadre d'une économie encore essentiellement organisée sur une base nationale, c'est ce qu'ont imposé en Belgique les organisations syndicales en se mobilisant pour rendre obligatoire la cotisation à la sécurité sociale et pour sanctionner légalement les conventions collectives négociées dans le cadre des commissions paritaires. C'est ainsi que la protection sociale, le salaire minimum, des conditions de travail acceptables ont été protégées de la compétition entre les entreprises. Avec la mondialisation de l'économie, cette perspective doit prendre une autre dimension.

Aujourd'hui les jeunes et les femmes sont particulièrement frappés par l'absence d'une régulation sociale mondiale forte. Quelque 85 millions de jeunes sont au chômage et beaucoup d'autres sont sous-employés. L'économie informelle représente plus de 93% des emplois disponibles pour eux (les salaires sont de 44% inférieurs à ceux de l'économie formelle et les protections quasi inexistantes). Les femmes gagnent en moyenne deux tiers des salaires attribués aux hommes et elles représentent la majorité des emplois à temps partiel. Plus globalement, 1,4 milliard de travailleurs doivent vivre avec moins de deux dollars par jour. Plus de 2,2 millions de personnes meurent des suites d'un accident de travail ou de maladies professionnelles. Près de 200 millions d'enfants âgés de 5 à 14 ans travaillent au lieu d'être à l'école. Pas moins de 12,3 millions de personnes sont contraintes au travail forcé. Et dans le même temps, ceux qui luttent contre ces insoutenables réalités sont pourchassés (100 syndicalistes assassinés par an, en moyenne, des milliers emprisonnés, torturés... Combien perdent leur boulot pour avoir tenté d'organiser leurs camarades, de créer de la solidarité ?) Ce monde-là n'est plus possible. Il n'a pas d'avenir.

Petit précis de mondialisation

Le Forum social mondial, gigantesque chantier d'éducation populaire, pratique volontiers la pédagogie par l'exemple. Par ailleurs, les militants africains, syndicalistes et acteurs des organisations non gouvernementales, ne se font pas prier pour détailler leurs réalités et profiter de cette édition du WSF pour les mettre en débat sur cette place publique mondiale.

Le Sénégal souffre d'un manque d'infrastructures de communication entre le nord, où on cultive notamment des tomates, et le sud où elles pourraient être consommées. L'affaiblissement des moyens de l'Etat empêche la réalisation de ces investissements qui seraient bien utiles pour le développement de l'économie. Cette absence cause au nord une surproduction suivie d'un effondrement des prix et impose au sud d'importer le fruit à grand frais... Aberration économique, aberration écologique. « Aucune filière ne connaît de croissance au Sénégal, sauf celles qui sont intégrées et qui maintiennent sur place les fruits de leurs activités, celles-là réinvestissent en général dans la région... », constate un intervenant sénégalais.

Au Togo, on ne produit pas de tomates : un marché existe donc pour écouler les tomates sénégalaises. Mais entre Dakar et Lomé, il n'y a pas de circuit aérien permettant ce commerce à l'échelle régionale. Reste le transport maritime mais il est aux mains d'armateurs étrangers qui pratiquent des tarifs qui transfèrent vers les pays occidentaux la plus-value réalisable dans toute la filière...

Et que font les Togolais qui veulent manger des tomates ? Et bien, ils les importent d'Europe du sud, où des Africains ayant déserté la misère et survécu à une traversée de la Méditerranée, souvent clandestins, les cueillent pour des salaires de misère... L'immigration ? Un sous-produit de l'inefficacité du capitalisme baptisé « mondialisation » !

Tribune internationale

Traduire et manifester ces préoccupations par une présence particulière et significative, alors que le FSM fait escale en Afrique a du sens. Les Africains paient le plus lourd tribut à cette désorganisation du monde. La conception dominante, celle d'une mondialisation qui met en concurrence les Etats, les peuples et les travailleurs entre eux, conduit à l'appauvrissement d'une majorité d'hommes et femmes pour ne profiter qu'à une minorité de personnes... plutôt peu représentées sur le continent qui fut le berceau de l'humanité.

Le Cepag développe plusieurs projets de coopération avec des syndicats africains. Des rencontres ont eu lieu à ce sujet dans le cadre du FSM et en marge de celui-ci.

Certains observateurs n'ont pas manqué d'épiloguer longuement sur d'hypothétiques signes avant-coureurs d'un essoufflement du mouvement altermondialiste. Comme à l'occasion de chaque Forum social mondial... C'est une erreur de perspective ! Parce que les dégâts du libéralisme, eux, ne s'estompent pas ! L'inégalité croît. Le fossé entre des riches plus riches et des pauvres plus pauvres se creuse. Entre le Nord et le sud de la planète et au sein même des sociétés développées et moins développées. Qui peut s'en réjouir ?

Le Forum social mondial représente une tribune internationale où s'exprime un « autre monde possible », où convergent et se confrontent les alternatives et où se fait entendre une autre voix pour dire que changer de cap est devenu la priorité sociale, environnementale, développementale, géopolitique et humaine. Or, on ne fera pas du « différent » avec du « même »... Des ruptures sont nécessaires !

A Davos où se sont réunis presque au même moment les puissants de la terre dans le cadre du Forum économique mondial, les « gagnants » de la mondialisation ont répété que, non, trop de libéralisme ne tue pas le libéralisme... Comme dans le passé, les charlatans martelaient que le malade qui se fait du mauvais sang, se portera mieux après de nouvelles saignées...

A Nairobi, au contraire, c'est la modernité, l'avenir de l'humanité, qui a pris la parole.

x x x x x